

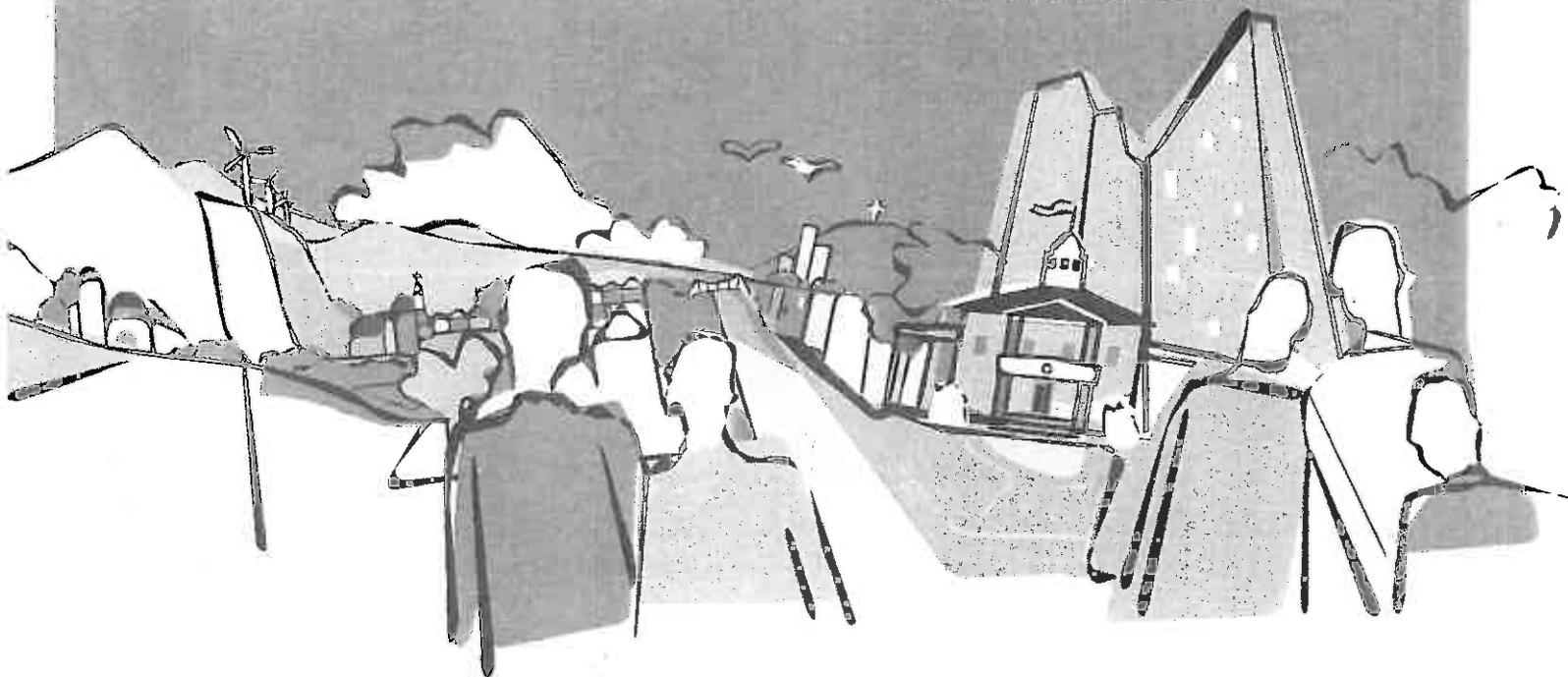
Étude des crédits

2016
2017

Demande de renseignements généraux

Avril 2016

DEMANDES 1 À 62



Québec 

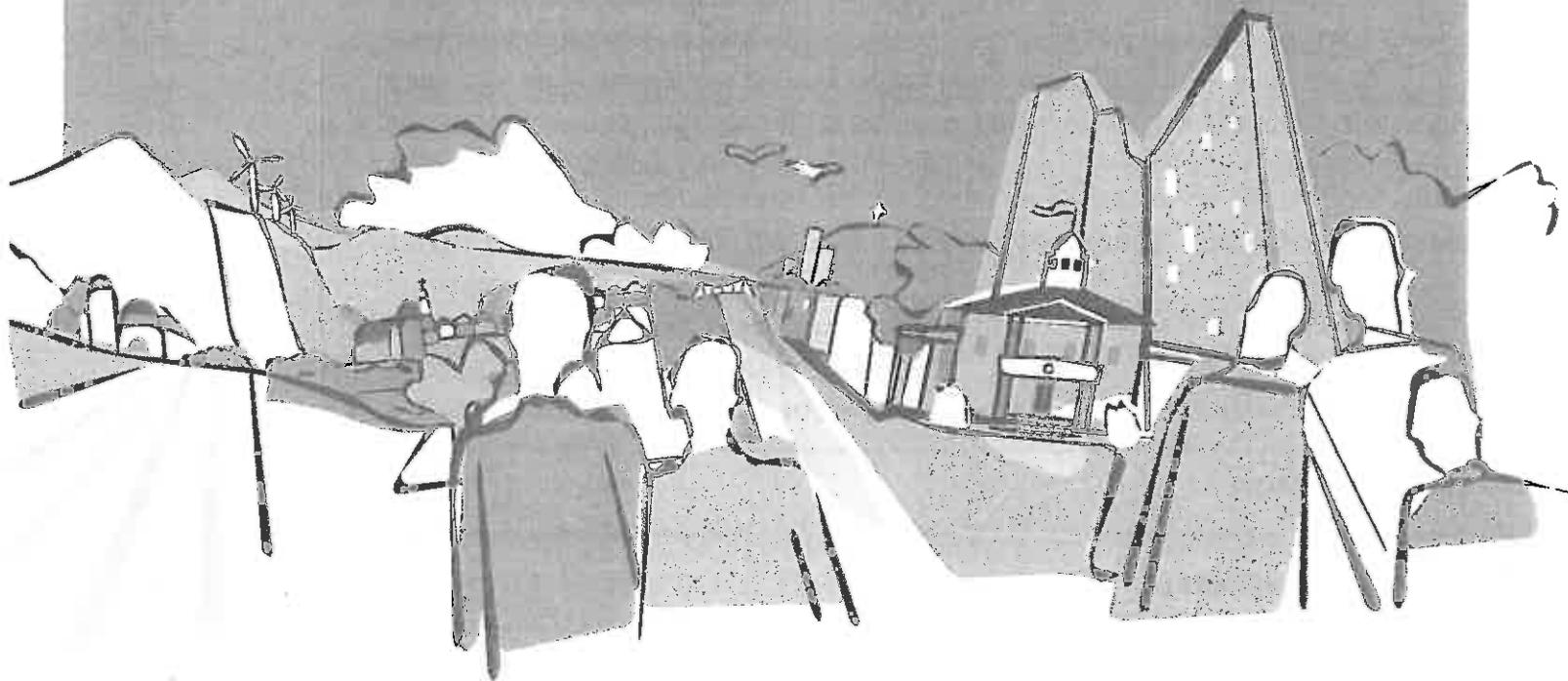
Étude des crédits

Demande de renseignements généraux

TABLE DES MATIÈRES

2016
2017

Avril 2016



Québec 

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
1	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
2	<p>Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;b) les coûts ventilés;c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
3	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;b) les noms des firmes de publicité retenues;c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p> <p>Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;b) le but visé par chaque dépense;c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement. <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none">d) les sommes dépensées 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;h) le but visé par chaque dépense;i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
5	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;b) le but recherché par chaque dépense;c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; <p>Organisée par un professionnel ou une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none">d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;h) le but visé par chaque dépense;i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
6	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;b) le but visé par chaque dépense;c) la nature de la formation;d) les personnes concernées.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
7	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);d) la date d'octroi du contrat;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;f) l'échéancier;g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. <p>Par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);d) la date d'octroi du contrat;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;f) l'échéancier;g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
8	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>, en indiquant :</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;d) le montant accordé;e) les motifs de la demande;f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste des soumissions et le montant de chacune;b) la grille d'évaluation des soumissions;c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le coût;d) l'échéancier;e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
11	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
12	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
13	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">a) la photocopie;b) le mobilier de bureau;c) l'ameublement;d) la décoration et l'embellissement;e) le distributeur d'eau de source;f) le remboursement des frais de transport;g) le remboursement des frais d'hébergement;h) le remboursement des frais de repas;i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :<ul style="list-style-type: none">a) au Québec;b) à l'extérieur du Québec.
14	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;d) les coûts d'acquisition des appareils;e) le coût d'utilisation des appareils;f) le coût des contrats téléphoniques;g) les noms des fournisseurs;h) le nombre de minutes utilisées;i) les ordinateurs portables;

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
	<p>j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;</p> <p>k) le coût des frais d'itinérance;</p> <p>l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.</p>
15	<p>a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.</p> <p>b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.</p> <p>c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.</p> <p>d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.</p> <p>e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.</p> <p>f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.</p> <p>g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.</p> <p>h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.</p>

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
	<p>i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.</p> <p>j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).</p> <p>k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.</p> <p>l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.</p> <p>m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).</p> <p>n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.</p> <p>o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.</p> <p>p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.</p>

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
16	<p>a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.</p> <p>b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.</p> <p>c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.</p> <p>d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>
17	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <p>a) l'emplacement de la location;</p> <p>b) la superficie totale pour chaque local loué;</p> <p>c) la superficie totale réellement occupée;</p> <p>d) la superficie inoccupée;</p> <p>e) le coût de location au mètre carré;</p> <p>f) le coût total de ladite location;</p> <p>g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;</p> <p>h) la durée du bail;</p> <p>i) le propriétaire de l'espace loué;</p> <p>j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.</p>
18	<p>Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir <u>le détail</u> des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :</p> <p>a) la ou les dates des travaux;</p> <p>b) les coûts;</p> <p>c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</p>

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
19	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ;b) le titre de la fonction;c) l'adresse du port d'attache;d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;e) la prime de départ versée, le cas échéant;f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;h) la description de tâches;i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;j) le nombre total d'employés au cabinet;k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>.
20	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;b) la circonscription électorale;c) le montant attribué;d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
21	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2016-2017.
23	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2016-2017; c) par catégorie d'âge.
24	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle;

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
	<ul style="list-style-type: none"> f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; <p>Ventiler le montant total par catégories.</p>
26	<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>
27	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
28	Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
29	Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
30	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
31	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 : a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e) l'objet; f) les dates.
32	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
33	La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
34	Le détail des crédits périmés <u>et reportés</u> pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.
35	L'inventaire complet des services <u>tarifés</u> que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.
36	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.
37	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
38	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
39	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
40	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
41	Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
42	Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
43	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
44	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
45	Coûts de reconduction des programmes existantes : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
46	Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
47	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
48	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
49	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.
50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
51	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
54	Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
55	<p>Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.</p> <p>Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;d) le montant accordé;e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;f) les motifs de la demande;g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. <p>Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p>
56	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la dépense totale (opération et capital);b) les grands dossiers en cours;c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
57	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, <u>le montant total</u> en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la masse salariale; b) des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
58	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.</p>
59	<p>Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. <p>Fournir les prévisions pour 2016-2017.</p>
60	<p>Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.</p>
61	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
62	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

**Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux**

Demande n° 1

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2015-2016 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Endroit	Date du voyage	But du voyage/Bilan du voyage	Participants concernés/Personnes rencontrées	Coût réel (\$)
Victoria – Colombie-Britannique	6 au 10 juillet 2015	Participer à la Réunion provinciale et territoriale des ministres responsables des administrations locales.	- Pierre Moreau, ministre - Olivier Parent, directeur de cabinet - Frédéric Guay, sous-ministre adjoint aux infrastructures et finances municipales	7 273,63
Atlanta – États-Unis	7 au 9 décembre 2015	Participer à la Conférence nord-américaine sur le contrôle des pertes d'eau de l'American Water Works Association.	- Mathieu Laneuville, chargé de projet à la Direction des infrastructures	1 495,01

Note : L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18)* en ce qui concerne le ministre et les titulaires d'un emploi supérieur.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 2	<p>Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016 : a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.</p>
--------------	--

Destination	Date du voyage	Coûts
Rouyn-Noranda	7 avril 2015	1 732,76 \$
Sept-Îles - Îles-de-la-Madeleine	14 et 15 mai 2015	4 505,92 \$
Gaspésie	4 septembre 2015	774,24 \$
Montréal - Québec	5 octobre 2015	270,33 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17)*.

**Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux**

Demande n° 3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
--------------	--

Commandites/Ententes de partenariat et de visibilité	
Organismes bénéficiaires	Coût 2015-2016
Place aux jeunes en région	750,00 \$
Fédération québécoise des municipalités (FQM)	7 000,00 \$
Union des municipalités du Québec (UMQ)	7 000,00 \$

Objets promotionnels	
Fournisseur	Coût 2015-2016
	0,00\$

Communiqués de presse	
Fournisseur	Coût 2015-2016
CNW Telbec	1 273,24 \$

Note : Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24)*.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Publicités	
Fournisseurs	Coût 2015-2016
Médias Transcontinental SENC	594,74 \$
Le Napperon du Téléthon	304,42 \$
Médias Transcontinental SENC	388,52 \$

Photographes	
Fournisseur	Coût 2015-2016
Photographie Visions Roch Thérout	230,00 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe : d) les sommes dépensées 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événements; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Événements

Sujet : Sommet économique régional du Saguenay–Lac-Saint-Jean

But visé : Choisir les priorités de développement de la région et tracer les voies de la prospérité pour assurer la vitalité économique de la région au cours des dix prochaines années

Fournisseurs : Frais de déplacement et La Compagnie de location d'autos Enterprise Canada

Budget total : 310,33 \$

Conférences de presse

Sujet : Inauguration des nouvelles installations à la marina et au quai municipal de Saint-Félicien dans le cadre du Fonds Chantiers Canada-Québec, volet

Grands projets

But visé : Annonce de l'amélioration de l'aménagement de la marina et du quai pour un montant maximal de 1,76 M\$

Fournisseur : Centre de services partagés du Québec (CSPQ)

Budget total : 1 732,72 \$

Sujet : Inauguration de l'édifice Claude-Bécharé dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM)

But visé : Annonce concernant l'inauguration de cet édifice de 3,75 M \$ qui a été financé par le gouvernement du Québec

Fournisseur : Centre de services partagés du Québec (CSPQ)

Budget total : 1 596,68 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe : d) les sommes dépensées 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événements; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Conférences de presse

Sujet : Accord de partenariat avec les municipalités : point de presse pour le dépôt du rapport du Groupe de travail sur la simplification des redditions de comptes des municipalités

But visé : Le gouvernement rend public le rapport intitulé « Faire confiance : pour une reddition de comptes au service du citoyen ».

Fournisseur : Centre de services partagés du Québec (CSPQ)

Budget total : 777,73 \$

Sujet : Annnonce concernant la mise en valeur de l'écosystème de la Grande Plée bleue, sur le territoire de la ville de Lévis

But visé : Annonce de l'aide financière de 500 000 \$ pour le projet

Fournisseur :

Budget total : 15,05 \$ (frais de kilométrage)

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 5

La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; Organisée par une firme externe : d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

La liste des formations auxquelles ont participé les employés du Ministère se trouve dans la réponse à la question numéro 9 de la demande de renseignements particuliers.

Note : L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23)*.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 6

La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.

Aucune formation en communication n'a été organisée par le Ministère en 2015-2016 pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.

Note : L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23)*.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi
Imprimerie Joseph Clermont	Effectuer l'impression d'enveloppes pour le Ministère.	2 376,00 \$	Gré à Gré
Interactif Cabinet-Conseil en communication multimédia inc.	Effectuer différents travaux reliés à la révision linguistique de documents pour le Ministère.	5 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
McBryde, Anne	Effectuer différents travaux reliés à la traduction de documents du français vers l'anglais pour le Ministère.	3 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Monette Express (Québec)	Effectuer le déménagement du cabinet du ministre Moreau.	1 122,00 \$	Entente gouvernementale
Point Virgule	Effectuer différents travaux reliés à la révision linguistique de documents pour le Ministère.	7 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Quinn, Judy	Effectuer différents travaux reliés à la révision linguistique de documents pour le Ministère.	15 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Racicot, Alexandre	Fournir des services pour la mise en œuvre du Plan d'action 2013-2020 du gouvernement du Québec sur les changements climatiques pour les mesures dont le Ministère est responsable.	24 500,00 \$	Gré à gré
Recyclage Vanier	Assurer la collecte, le transport sécurisé, le traitement confidentiel et ultra-confidentiel, le déchiquetage et le recyclage du papier déchiqueté ainsi que la récupération du carton rebut.	5 700,00 \$	Gré à gré
Routhier, Marc	Effectuer des travaux ponctuels d'entretien pour le système de Comptabilité de gestion.	23 000,00 \$	Gré à gré
Sénéchal, Pierre	Effectuer différents travaux reliés à la révision linguistique de documents pour le Ministère.	5 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Stratégia Conseil inc.	Dispenser une formation aux ingénieurs de la Direction des infrastructures - Québec concernant la gestion des coûts de projets.	7 000,00 \$	Gré à gré

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire			
Labut, Laurent	Agir à titre de médiateur auprès des villes de Mercier et de Châteauguay pour les aider à conclure un accord visant la signature d'une entente transitoire de desserte policière.	20 000,00 \$	Gré à gré
Lanchet, Guy	Agir à titre de conciliateur dans le cadre d'un projet d'élevage porcin relativement aux mesures d'atténuation exigées par résolution par la Municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover.	9 000,00 \$	Gré à gré
Laron, Alain	Fournir un conseil stratégique sur les éléments les plus structurants du projet de Loi sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme (LADTU) à inclure dans la révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU).	12 000,00 \$	Gré à gré
Leotton, Colette	Effectuer des essais d'acceptation portant sur les unités de traitement relatives aux plans d'étalement, aux versements et au calcul des valeurs comptables du système informatique de Gestion des compensations tenant lieu de taxes.	19 740,00 \$	Gré à gré
Documents traduction inc. anciennement Jolimot inc.)	Effectuer différents travaux reliés à la révision linguistique de documents pour le Ministère.	3 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Lefour-Rannou, Catherine	Prendre en charge les aspects écoresponsables lors du Sommet économique régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean.	2 000,00 \$	Gré à gré
Conditions Le téléphone Rouge	Effectuer l'impression de documents pour l'étude des crédits 2015-2016.	1 531,07 \$	Gré à gré
Ujitsu Conseil (Canada) inc.	Fournir des services de formation sur le pilotage informatique.	3 520,00 \$	Gré à gré
Graphissimo	Effectuer divers travaux de graphisme pour la Direction des communications.	23 000,00 \$	Gré à gré
Imprimerie Joseph Clermont	Effectuer l'impression de chemises pour le registraire.	2 609,10 \$	Gré à Gré

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi
Synthell inc.	Effectuer les travaux de changement de cycle relatifs à l'outil d'exploitation des indicateurs de gestion municipaux.	5 000,00 \$	Gré à gré
Textes impeccables inc., Les	Effectuer différents travaux reliés à la révision linguistique de documents pour le Ministère.	3 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Timmins, Stephen	Effectuer différents travaux reliés à la traduction de documents du français vers l'anglais pour le Ministère.	6 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Traducteurs Unis, Les	Effectuer différents travaux reliés à la traduction de documents du français vers l'anglais pour le Ministère.	3 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Transfert environnement et société (TES) inc.	Fournir des services d'animation lors du Sommet économique régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean.	8 824,54 \$	Gré à gré
Transfert environnement et société (TES) inc.	Fournir des services d'animation lors des consultations territoriales auprès des MRC de la région et des Villes de Saguenay et Mashteuiatsh.	11 314,60 \$	Gré à gré
Turgeon, Pierre	Fournir des services professionnels relatifs à l'entretien, à l'assistance technique et à l'analyse des besoins du système informatique de la Société québécoise d'assainissement des eaux.	10 000,00 \$	Gré à gré
Ubiquus Canada inc.	Effectuer différents travaux reliés à la traduction de documents du français vers l'anglais pour le Ministère.	12 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation

Cabinet ministériel

Aucun contrat n'a été octroyé par le Cabinet en 2015-2016.

Note : Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

En date du 29 février 2016



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication. a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats

Le Ministère n'a aucun contrat ayant fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Note : Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Le Ministère n'a aucun contrat découlant d'un appel d'offres public en 2015-2016.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Veillez référer à la réponse de la question numéro 7.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 : a) Liste de toutes les ressources oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a. **Nom du projet :** Gestion des programmes d'infrastructures MOSAIC (D20)
- b. **Nature du projet :**
Nouvelle solution d'affaires qui vise à mettre en place les services permettant de gérer de façon uniformisée l'ensemble des programmes d'aide financière en infrastructures municipales
- c. **Échéancier initial (et revu s'il y a lieu) :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- d. **Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet :** 34 160 390 \$
- e. **Évaluations du coût du projet les plus récentes :** 29 003 894 \$
- f. **Coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière :** Coûts au 31 janvier 2016: 26 262 635 \$
- g. **Estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :** 2 741 259 \$
- h. **Firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates :**
Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- i. **Pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour :** 99,7 %
- j. **Nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet :** 5.1
- k. **Nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :**
Le nombre de consultants externes a varié en fonction des travaux à réaliser.
- l. **Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics :**
Non. La Politique cadre a été mise en place après le début du projet D20, en 2009.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a. **Nom du projet** : Refonte du système Analyse sélective
- b. **Nature du projet** : Le projet découle d'une refonte du système actuel pour palier à sa désuétude, puisque sa mise en production remonte à la fin des années 80. Ce système est utilisé pour la gestion des règlements d'emprunts provenant des municipalités. Il permet notamment de déterminer le type d'analyse financière à réaliser en fonction de critères financiers. De plus, il produit plusieurs rapports et statistiques facilitant la gestion des dossiers de règlement d'emprunt. L'approbation des règlements d'emprunt permet d'apposer un certificat de validité attestant que les règlements ont reçu les autorisations requises et que le financement associé ne peut être contesté, ce qui permet aux municipalités d'obtenir des taux d'intérêt avantageux. La nouvelle solution prévoit l'utilisation de logiciels libres ainsi que la récupération d'informations disponibles en données ouvertes.
- c. **Échéancier initial (et revu s'il y a lieu)** : Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- d. **Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet** : 623 200 \$
- e. **Évaluations du coût du projet les plus récentes** : Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- f. **Coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière** : 2015-2016 : 174 215 \$¹
- g. **Estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet** : Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- h. **Firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates** : Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- i. **Pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour** : 44 %
- j. **Nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet** : Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- k. **Nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère** :
Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- l. **Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics** : Oui, cette solution utilise un logiciel libre (PostgreSQL).

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec; b) à l'extérieur du Québec.

Type de dépenses	Total 2015-2016
Photocopie	13 741,25 \$
Mobilier de bureau et ameublement	1 637,23 \$
Décoration et embellissement	109,90 \$
Distributeur d'eau de source	0 \$
Remboursement des frais de transport, des frais d'hébergement et de repas	137 675,29 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
Participation à des congrès, des colloques et des sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
- au Québec	250 \$
- à l'extérieur du Québec	0 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance. l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu

Type de dépense reliée à la téléphonie pour l'année financière 2015-2016	MAMOT
a) Nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés)	25
b) et j) Nombre de tablettes électroniques (IPad ou autres) et de portables utilisés	34
c) Nombre de téléavertisseurs utilisés	Aucun
d) Coûts d'acquisition des appareils (cellulaires et téléphones intelligents)	1 388,20 \$
e) Coût d'utilisation des appareils (frais hors forfaits de téléphonie mobile)	1 391,14 \$
f) Coût des contrats téléphoniques (téléphonie mobile)	17 130,81 \$
g) Noms des fournisseurs	Rogers et Bell
h) Nombre de minutes utilisées	130 130
i) Ordinateurs portables (Acquisition)	Aucun
k) Coûts des frais d'itinérance ¹	312,28 \$
l) Coûts de résiliation, s'il y a lieu	Aucun

Informations en date du 31 janvier 2016

¹ Coûts d'utilisation des appareils cellulaires qui ne sont pas inclus dans les forfaits de téléphonie mobile incluant les frais d'itinérance, mais également divers autres éléments comme les messages texte avec pièces jointes et l'assistance annuelle.

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) POUR 2015-2016

35 ANS ET PLUS - MAMOT (Effectif régulier et occasionnel)

Catégories d'emploi	Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total	% sur le total des 35 ans et plus	Communautés culturelles	Handicapés	Anglophones	Autochtones
Cadres et administrateurs d'État	35 ans et +	33	16	49	12,9 %	1	-	-	2
Professionnels	35 ans et +	121	102	223	58,5 %	24	1	2	-
Fonctionnaires et ouvriers	35 ans et +	22	87	109	28,6 %	6	1	1	2
Total de l'effectif		176	205	381	100,0 %	31	2	3	4
% sur l'ensemble des employés du Ministère (469)		37,5 %	43,7 %	81,2 %		8,5 % de l'ensemble des employés du Ministère (40/469)			

B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) POUR 2015-2016

34 ANS ET MOINS - MAMOT (Effectif régulier et occasionnel)

Catégories d'emploi	Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total	% sur le total des 34 ans et moins	Communautés culturelles	Handicapés	Anglophones	Autochtones
Cadres et administrateurs d'état	34 ans et -	-	1	1	1,1 %	-	-	-	-
Professionnels	34 ans et -	33	35	68	77,3 %	2	-	-	-
Fonctionnaires et ouvriers	34 ans et -	7	12	19	21,6 %	3	-	-	-
Total de l'effectif		40	48	88	100,0 %	5	-	-	-
% sur l'ensemble des employés du Ministère (469)		8,3 %	10,2 %	18,8 %		1,1 % de l'ensemble des employés du Ministère (5/469)			

Données au 29 février 2016 excluant les étudiants et stagiaires et cabinet
Source d'information : SDE INV MIN

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL POUR 2015-2016

Ministère

Ministère	Catégories d'emploi	Total
	Cadres	772,0
	Professionnels	2 342,5
	Fonctionnaires et ouvriers	2 140,0
	TOTAL	5 254,5

Comprends les codes d'absences 120, 240, 246, 248, 270 et 424

Ces chiffres EXCLUENT le personnel de cabinet et les étudiants/stagiaires

Données au 18 mars 2016

Source : SAGIP

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2015-2016
Ministère

Catégories d'emploi	0 à 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et +	TOTAL
Cadres	7	13	17	11	48
Professionnels	65	125	53	48	291
Fonctionnaires et ouvriers	62	41	14	9	126
Total	134	179	84	68	465
Outre l'information ci-dessus, la source d'information SAGIP ne permet pas de ventiler les réserves en nombre de jours ou d'en estimer la valeur (\$)					

Ces chiffres EXCLUENT le personnel de cabinet et les étudiants/stagiaires

Données au 18 mars 2016

Source d'information : SAGIP

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

E) LE NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, CONGÉS, ETC.) ; - LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL POUR 2015-2016

Ministère

Heures supplémentaires réalisées

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	5 548,6
Fonctionnaires et ouvriers	1 017,75
TOTAL	6 566,35

Coût total des heures compensées en congé (\$)

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	205 464,02
Fonctionnaires et ouvriers	30 830,89
TOTAL	236 294,91

Coût total des heures payées (\$)

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	33 814,60
Fonctionnaires et ouvriers	5 000,56
TOTAL	38 815,16

Ne s'applique pas au personnel d'encadrement et au personnel de cabinet

Données au 18 mars 2016

Source d'information : SAGIP

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL POUR 2015-2016
Ministère

Catégories d'emploi	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Cadres	90,5	85,0	153,5	297,0	326,5	63,0	38,0	57,0	134,0	11,5	45,0	29,5	1 330,5
Professionnels	210,5	208,5	419,0	1 280,0	1 754,0	371,0	200,5	126,0	624,5	209,0	147,5	214,5	5 765,0
Fonctionnaires et ouvriers	127,5	102,5	280,5	759,5	608,5	113,0	75,0	53,0	310,5	108,5	69,5	84,0	2 692,0
Total	428,5	396,0	853,0	2 336,5	2 689,0	547,0	313,5	236,0	1 069,0	329,0	262,0	328,0	9 787,5

Ces chiffres EXCLUENT le personnel de cabinet et les étudiants/stagiaires

Données au 18 mars 2016

Source d'information : SAGIP

**Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux**

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2015-2016

Ministère

Catégories d'emploi	0 à 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et +	TOTAL
Cadres	12	31	3	1	47
Professionnels	146	99	2	0	247
Fonctionnaires et ouvriers	63	28	1	0	92
TOTAL des personnes	221	158	6	1	386
Outre l'information ci-dessus, la source d'information SAGIP ne permet pas de ventiler les réserves en nombre de jours ou d'en estimer la valeur (\$)					

Ces chiffres EXCLUENT le personnel de cabinet et les étudiants/stagiaires

Données au 18 mars 2016

Source d'information : SAGIP

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

H) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE POUR 2015-2016

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

I) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Les informations quant au nombre de personne, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. En raison des paragraphes 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59, ces renseignements sont confidentiels. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

J) l'évolution des employés réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) Et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

ANNÉE 2015-2016 (MAMOT)

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay-Lac-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie-I-de-la-M	Chaudière-Appalaches	Lanaudière	Laurentides	Montérégie	Centre-du-Québec	TOTAL
Cadres et administrateurs d'État	1	1	30	2	1	6	1	1	2		1		1	1	1	1	50
Professionnels : Inclus CGRH et ingénieurs	4	4	170	4	4	41	3	5	3	2	5	5	4	4	4	3	265
Fonctionnaires et Ouvriers	2	2	78	2	1	11	1	2	1	1	3	1	2	1	1	2	111
Total	7	7	278	8	6	58	5	8	6	3	9	6	7	6	6	6	426

Données au 29 février 2016
 Source d'information : SDE

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

K) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR POUR 2015-2016

POUR LE MINISTÈRE

ANNÉE	EMPLOYÉS
2015-2016	73 (incluant ingénieurs et CGRH)

Données au 29 février 2016
SOURCE : SAGIR

L) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE POUR 2015-2016

28 employés du Ministère bénéficient d'un traitement supérieur en raison d'un horaire majoré.

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

M) LE NOMBRE DE POSTES (ETC RÉGULIERS) PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

ANNÉE 2015-2016 MAMOT

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay L-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outaouais	Abitibi-Tém.	Côte-Nord	Nord-du-QC	Gaspésie-I-de-la-M	Chaudière Appal.	Lanaudière	Laurentides	Montérégie	Centre-du-QC	TOTAL
Cadres et administrateurs d'État	1	1	34	1	1	9	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	57
Professionnels	4	4	186	4	4	45	4	5	4	3	5	5	4	4	4	4	289
Fonctionnaires et Ouvriers	2	1	86	2	1	18	1	2	1	1	3	1	2	1	1	2	125
Total	7	6	306	7	6	72	6	8	6	5	9	7	7	6	6	7	471

Données 29 février 2016

SOURCE : SDE

Ces données concernent l'effectif régulier alloué par le Conseil du trésor et incluent les postes vacants.

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

N) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

O) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

P) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 16

a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées. **b)** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines. **c)** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées. **d)** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016.
- b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : en 2015-2016, le remplacement des départs à la retraite n'a pas été soumis à une cible de remplacement fixée par le Conseil du Trésor.
- c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 : 30 personnes admissibles à la retraite pour le MAMOT.
- d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 11 retraités.

**Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux**

Demande n° 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de la dite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Municipalité	Adresse	Superficie locative en m ²	Coût au m ²	Total annuel \$	Coûts d'aménagement \$ 2015-2016 (du 01-04-2015 au 28-02-2016)
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire					
Baie-Comeau	625, boulevard Lafèche	284,30	205,18	59 907,60	
Îles-de-la-Madeleine	224, chemin Principal, Cap-aux-Meules	57,50	173,68	10 256,28	
Chandler	500, avenue Daigneault	217,48	124,80	27 874,32	
Chibougamau	215, 3 ^e Rue	253,21	188,49	49 016,16	
Saguenay	227, rue Racine Est	267,84	192,84	53 044,80	
Gatineau	170, rue de l'Hôtel-de-Ville	289,74	235,37	70 037,40	
Joliette	40, rue Gauthier Sud	274,20	190,43	53 625,84	
Montréal	800, Place Victoria	3 196,27	322,01	1 072 976,16	
Québec	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau	14 194,50	197,07	2 968 408,68	
Rimouski	337, rue Moreault	270,17	136,08	67 180,32	
Rouyn-Noranda	170, avenue Principale	286,58	215,81	63 516,72	
Longueuil	201, Place Charles-Lemoyne	342,62	126,44	44 490,36	
Saint-Jérôme	161, rue de la Gare	200,88	217,90	44 953,68	
Sherbrooke	200, rue Belvédère Nord	325,32	205,05	67 140,12	
Thetford Mines	1100, boulevard Frontenac Est	220,74	207,73	47 092,32	
Trois-Rivières	100, rue Laviolette	328,85	133,38	44 319,72	
Victoriaville	62, rue Saint-Jean-Baptiste	316,06	150,25	48 770,16	
Total		21 326,26		4 792 610,64	0,00

Notes : Toutes les ententes d'occupation sont signées avec la SQI.

Le coût annuel facturé par la SQI comprend l'amortissement des coûts d'aménagement. Il n'y a pas eu de coût d'aménagement pour l'année 2015-2016.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Il n'y a eu aucun aménagement, déménagement, rénovation ou autres travaux effectués dans les espaces occupés par le Ministère.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016 et pour 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet du ministre Pierre Moreau au 2016-01-28

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache
Boivin, Johanne	Conseillère politique	Québec
Boucher, Stéphanie	Attachée politique	Québec
Lavoie-Girard, Maxime	Attaché politique	Québec
Lévesque, Jean-Félix	Attaché politique	Montréal
Mercier, Philippe	Attaché politique	Châteauguay
Paquet, Denis	Directeur de cabinet adjoint	Québec
Parent, Olivier	Directeur de cabinet	Québec
Poulin, Catherine	Attachée politique	Québec
Rancourt, Joëlle	Employée de soutien	Québec
Deschamps, Marie B.	Attachée politique	Montréal
Griffin, Carole-Ann	Attachée politique	Québec
Poisson-Paré, Anne	Employée de soutien	Châteauguay
Lesage, Jean	Conseiller politique	Montréal
Auger, Manon	Employée de soutien	Québec

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016 et pour 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet du ministre Pierre Moreau au 2016-01-28 - Suite

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache	Date de fin d'emploi
Lapointe, Isabelle	Attachée politique	Châteauguay	29 mai 2015
Labrie, Gervaise	Employée de soutien	Québec	21 août 2015
Sarry, Cristelle	Attachée politique	Montréal	20 mai 2015

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016 et pour 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet du ministre Martin Coiteux (MAMOT-MSP) au 2016-03-31

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache
Migneault, Isabelle	Directrice de cabinet	Québec
Trudel, Marc-Antoine	Conseiller politique	Québec
Martel, Lyne	Attachée politique	Montréal
Normand, Marie-Josée	Attachée politique	Québec
Descôteaux, Gilles	Attaché politique	Québec
Bégin, Francine	Employée de soutien	Québec
Lafontaine, Joannie	Employée de soutien	Québec
Morin, Kevin	Attaché politique	Québec
Frémont, Catherine	Attachée politique	Montréal
Barré, Thomas	Attaché politique	Québec
Labranche, Marie-Ève	Directrice de cabinet adjointe	Montréal
Pelletier, Marie-Ève	Attachée politique	Québec
Boulé, Alexandre	Attaché politique	Montréal

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016 et pour 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet du ministre Martin Coiteux (MAMOT-MSP) au 2016-03-31 - Suite

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache
Paquet, Danielle	Attachée politique	Québec
Lapointe, Guylaine	Attachée politique	Québec
Pelletier, Danièle	Attachée politique	Québec
Lagacé, Caroline	Attachée politique	Québec
Babin, Claudia	Attachée politique	Québec
Bird, Tina	Employée de soutien	Kirkland
Volakakis, Eftyhia	Attachée politique	Kirkland

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache	Date de fin d'emploi
Martel, Julie	Attachée politique	Québec	4 mars 2016
Guilbault, Geneviève	Conseillère politique	Québec	8 mars 2016

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016 et pour 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

La description d'emploi

Veillez vous référer à l'article 3 de la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre (4-83) qui stipule les attributions respectives aux directeurs de cabinet, attachés politiques ou employés de soutien.

Masse salariale autorisée 2015-2016

Cabinet du ministre Pierre Moreau : 910 000 \$

Cabinets du ministre Martin Coiteux : 1 300 000 \$ (MAMOT et MSP)

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 20

Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Bénéficiaire	Montant
Académie Théâtrale l'Envol de Laval (A.T.E.L.)	2 000 \$
Accalmie–Accompagnement et hébergement pour personnes suicidaires	1 500 \$
Accolade Santé mentale, L'	1 500 \$
Accueil d'Amos, L'	500 \$
Action-Services Aux proches aidants de Longueuil (ASAPAL)	1 000 \$
Activité communautaire Ville de La Tuque	1 000 \$
Adaptavie	1 000 \$
AHMI Pee-Wee CC des Îles 2016	750 \$
Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux au Québec (ACCÉSSS)	1 000 \$
Amélie & Frédérick, Service d'entraide	5 000 \$
Amis de Samuel, Les	1 500 \$
Artisans bénévoles de la Paix en Mauricie, Les	500 \$
Arts et la Ville, Les	2 500 \$
Association culturelle Haïtienne "La Perle Retrouvée" (ACHPR)	1 000 \$
Association de hockey mineur des Braves d'Ahuntsic	1 000 \$
Association des artistes peintres affiliés Rive-Sud, L' (AAPARS)	1 500 \$
Association des clubs d'entrepreneurs étudiants du Québec (ACCE)	1 000 \$
Association des implantés cochléaires du Québec (AICQ)	300 \$
Association des jeunes bègues du Québec (AJBQ)	1 000 \$
Association des plus beaux villages du Québec	5 000 \$
Association du hockey mineur de Mercier	1 000 \$
Association Faune et Flore de Val-des-Lacs	1 000 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 20

Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Bénéficiaire	Montant
Association héritage irlandais de Châteauguay & Vallée	3 000 \$
Association Italo-Québec Inc.	500 \$
Association Québec-France (AQF)	5 000 \$
Atelier occupationnel Rive-Sud inc.	750 \$
ATSA	1 000 \$
Au Cœur des Familles Agricoles 2003	1 000 \$
Autisme Montérégie	500 \$
Autisme Montérégie	1 200 \$
Autour du bébé	1 000 \$
Avant tout, les enfants	500 \$
Ballet classique du Haut-Richelieu (BCHR)	1 000 \$
Banque de nourriture de Châteauguay	5 000 \$
Banques alimentaires du Québec, Les	10 000 \$
Café des Deux Pains de Valleyfield inc.	1 000 \$
Carrefour d'Initiatives Populaires de Rivière-du-Loup	1 500 \$
Carrefour jeunesse emploi Châteauguay	1 000 \$
Caserne des jeunes de Lac-au-Saumon, La	500 \$
Cégep de Valleyfield	1 000 \$
Centre alimentaire Aylmer	5 000 \$
Centre C.A.R.M.E.N.	1 000 \$
Centre communautaire de loisirs Jean-Noël Trudel	1 000 \$
Centre communautaire de Maskinongé inc.	1 000 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Bénéficiaire	Montant
Centre communautaire l'Amitié	500 \$
Centre d'Action Bénévole de la Frontière	1 000 \$
Centre d'action culturelle de la MRC de Papineau (CACP)	2 000 \$
Centre d'aide et d'action bénévole de Charlesbourg (CAABC)	1 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal inc.	5 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec (C.A.A.Q.)	500 \$
Centre d'amitié autochtone de Val d'Or inc.	500 \$
Centre d'assistance et d'accompagnement aux plaintes de la Montérégie (CAAP-Montérégie)	2 000 \$
Centre de pédiatrie sociale de Trois-Rivières (CPSTR)	1 000 \$
Centre d'éducation des adultes l'Accore de la Commission scolaire des Grandes-Seigneuries (CEA de l'Accore (CS des Grandes-Seigneuries	2 000 \$
Centre Humanitaire d'Organisation de Ressources et de Référence d'Anjou (CHORRA), Le	1 000 \$
Centre multifonctionnel de l'Est témiscamien	1 000 \$
Centre multifonctionnel pour les personnes handicapées, Le	2 000 \$
Cercle des Fermières de Mercier	1 000 \$
Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique	1 000 \$
Chambre de commerce de Valcourt et région	1 000 \$
Chambre de commerce Sainte-Agathe-des-Monts	1 500 \$
Championnat Canadien de course de chiens Bristol Dryland	2 000 \$
Châteauguay Community Church	2 000 \$
Châteaux de Sable des Îles, Les	300 \$
Chœur de la Colline	500 \$
Circuit des Arts Memphrémagog, Le	750 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 20

Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Bénéficiaire	Montant
Circuit du Paysan	1 000 \$
Clinique juridique Juripop (Saint-Constant)	3 500 \$
Club Aquatique Polydium Châteauguay (CAPC natation)	400 \$
Club d'âge d'or Parc Delorme	500 \$
Club les Belles Pistes du Rocher Blanc inc.	1 000 \$
Club Nautique du Lac St-Joseph	10 000 \$
Comité de gestion Rues Principales	1 000 \$
Comité de relance de Sainte-Louise	1 500 \$
Comité d'embellissement d'écologie de Racine et de Brompton Gore	1 000 \$
Comité d'entraide populaire de Châteauguay (CEP), Le	2 000 \$
Comité Récréatif de Guigues	1 000 \$
Communauté Sépharade Unifiée du Québec (USUQ)	1 000 \$
Complexe Le Partage	1 500 \$
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	1 000 \$
Conseil de Bassin de la Rivière du Cap-Rouge	200 \$
Conseil de direction de l'Armée du Salut du Canada	2 000 \$
Conseil de la culture de l'Estrie	500 \$
Conseil régional des personnes âgées Italo-canadiennes de Montréal	750 \$
Coopérative de Solidarité du Cap	500 \$
Coopérative de Solidarité Santé de Saint-Isidore	4 000 \$
Coopérative du domaine du Lac Trudeau	1 500 \$
Coopérative Jeunesse de Services (CJS) de Lac-au-Saumon, La	1 000 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Bénéficiaire	Montant
Corporation de l'exposition agricole du Centre du Québec	2 000 \$
Corporation des fêtes pour tout le Monde, La	1 000 \$
Corporation du Noël des enfants 2015	500 \$
Corporation du Parc maritime de Saint-Laurent, I.O.	750 \$
Correspondances d'Eastman, Les	1 400 \$
Coupe internationale les enfants jouent pour les enfants, La	2 000 \$
Développement Expertise et Solidarité Internationale (DESI)	2 000 \$
Dojo de Beauport	7 500 \$
Dose Culture	1 000 \$
Écluse des Laurentides, L'	2 000 \$
École Grande-Coudée (CS de la Beauce-EtChemin)	500 \$
École secondaire Augustin-Norbert-Morin (CS des Laurentides)	1 500 \$
École secondaire Louis-Philippe-Paré (Commission scolaire des Grandes-Seigneuries)	5 000 \$
Enfant-Retour Québec	300 \$
Entraide communautaire des Îles	1 000 \$
Événements Art, Musique et Culture de Saint-Donat	5 000 \$
Fablier, Le	1 000 \$
Fabrique de la paroisse de Sainte-Trinité, La	750 \$
Fabrique de la paroisse de Saint-Isidore, La	3 000 \$
Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu	1 000 \$
Fabrique de la paroisse de Saint-Joachim (Châteauguay), La	8 000 \$
Fédération des centres d'action bénévole du Québec	500 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Bénéficiaire	Montant
Festi Jazz de Rimouski inc.	1 000 \$
Festival de films Cinémania	1 500 \$
Festival de la Chanson et de l'humour le Tremplin de Dégelis	1 000 \$
Festival de la Galette de Sarrasin de Louiseville	1 000 \$
Festival de la truite mouchetée de Saint-Alexis-des-Monts inc.	2 000 \$
Festival d'hiver de Roberval	500 \$
Festival d'humour de l'Abitibi-Témiscamingue	1 000 \$
Festival international Contes en Îles	1 000 \$
Festival international de Fatbike	500 \$
Festival international de la chanson de Granby	2 000 \$
Festival Jamboree St-Alexis-des-Monts	1 000 \$
Festival Saint-Honoré dans l'Vent inc.	2 000 \$
Festival Western Dégelis	1 000 \$
Fête du Lac des Nations inc., La	1 200 \$
Fêtes de chez nous, Les	1 000 \$
Fondation Anna-Laberge	5 000 \$
Fondation Centre de cancérologie Charles-Bruneau	1 000 \$
Fondation Communautaire de l'Abitibi-Témiscamingue (FCAT)	600 \$
Fondation Corbeille d'Émilie	1 000 \$
Fondation Cowboys Fringants	1 000 \$
Fondation de la Tablée populaire	1 000 \$
Fondation de l'école Peter Hall, La	500 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Bénéficiaire	Montant
Fondation de l'Hôpital général juif – Sir Mortimer B. Davis	3 000 \$
Fondation de l'Hôpital général juif – Sir Mortimer B. Davis	1 500 \$
Fondation de l'Université de Sherbrooke	500 \$
Fondation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (FUQAT)	1 000 \$
Fondation des Aveugles du Québec	1 000 \$
Fondation Droit au Talent	250 \$
Fondation du Cégep Édouard-Montpetit	200 \$
Fondation Jean Lapointe, La	1 000 \$
Fondation Justine et Florence	1 500 \$
Fondation La Maison d'Hébergement Le Baluchon Inc.	1 000 \$
Fondation Le Chaînon	500,00 \$
Fondation Le Grand Chemin	250,00 \$
Fondation Le Pilier	2 500,00 \$
Fondation Madeli-aide	1 000,00 \$
Fondation Père Lionel Dehoux	500,00 \$
Fondation Philippe Boucher	3 750,00 \$
Force Jeunesse	1 000,00 \$
Grands Amis de la Vallée, Les	500,00 \$
Habitations Oasis de Pointe-Saint-Charles, Les	1 500,00 \$
Hébergement d'Urgence Lanaudière	1 000,00 \$
Héritage Saint-Bernard inc.	5 000,00 \$
Horizon nouveau	750,00 \$
Info 55 +	4 000,00 \$
Initiative 1,2,3, Go! Rivière-des-Prairies	1 000,00 \$
Initiatives culture Outaouais	500,00 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 20

Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Bénéficiaire	Montant
Innovation et développement économique Trois-Rivières	250,00 \$
Intégration sociale des enfants handicapés en milieu de garde (ISEHMG)	500,00 \$
Jardin communautaire et collectif de la Rosée	2 000,00 \$
Jeunesse au soleil	750,00 \$
L'Atelier des lettres	500,00 \$
Les concerts VLM	1 500,00 \$
Lettres en main	750,00 \$
Lettres en main	2 000,00 \$
Loisirs Lebourgneuf inc.	1 000,00 \$
Maison de la famille de Sherbrooke	500,00 \$
Maison des enfants Marie-Rose, La	1 000,00 \$
Maison des greffés Lina Cyr, La	800,00 \$
Maison des Jeunes de Mercier	1 000,00 \$
Maison des Jeunes de Saint-Colomban	1 000,00 \$
Maison des Jeunes La Porte ouverte	1 000,00 \$
Maison Emmanuel (Centre Éducatif)	1 500,00 \$
Maison Félix-Leclerc de Vaudreuil	2 500,00 \$
Maison Oxygène Estrie	1 000,00 \$
Maison Saint-Columba	500,00 \$
Maximum 90	2 000,00 \$
Merveilles de Sable de Gatineau	3 500,00 \$
Midget-espoir du Typhon SSF-Québec	750,00 \$
Moisson Rive-Sud	1 000,00 \$
Mosaïque, Centre d'action bénévole et communautaire, La	1 000,00 \$
Municipalité de Belcourt	1 000,00 \$
Municipalité de Howick	1 000,00 \$
Municipalité de Saint-Édouard-de-Maskinongé	1 000,00 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Bénéficiaire	Montant
Municipalité du Lac-Frontière	1 000,00 \$
Noël dans le parc	500,00 \$
Noël du Pauvre, Le	1 500,00 \$
Oasis de Lotbinière inc., L'	5 000,00 \$
On roule au Québec	1 000,00 \$
Orchestre symphonique de Longueuil	1 000,00 \$
Parlement étudiant du Québec	1 000,00 \$
Parrainage civique des MRC d'Acton et des Maskoutains	500,00 \$
Parrainage civique Drummond	2 500,00 \$
Partage-Action de l'Ouest-de-l'Île	5 000,00 \$
Petits Frères de Longueuil, Les	500,00 \$
Pignon Bleu, la Maison pour Grandir, Le	750,00 \$
Piolet, Le	1 000,00 \$
Place aux jeunes en région	500,00 \$
Plaisirs du clavecin	500,00 \$
Préma-Québec	1 000,00 \$
Projet Communautaire de Pierrefonds (PCP)	1 000,00 \$
Projet Communic-Action	1 000,00 \$
P'tite École de Lac-Édouard, La	2 000,00 \$
Quartiers Danses	2 000,00 \$
Regroupement des Gens d'Ici	500,00 \$
Regroupement Maskoutain des Utilisateurs du Transport Adapté (RMUTA)	500,00 \$
Relais communautaire de Laval	1 000,00 \$
Relais pour la vie	1 000,00 \$
Rencontre Châteauguoise, La	3 000,00 \$
Rencontre de Ste-Marguerite du Lac Masson, La	1 500,00 \$
Réseau Accorderie	3 500,00 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

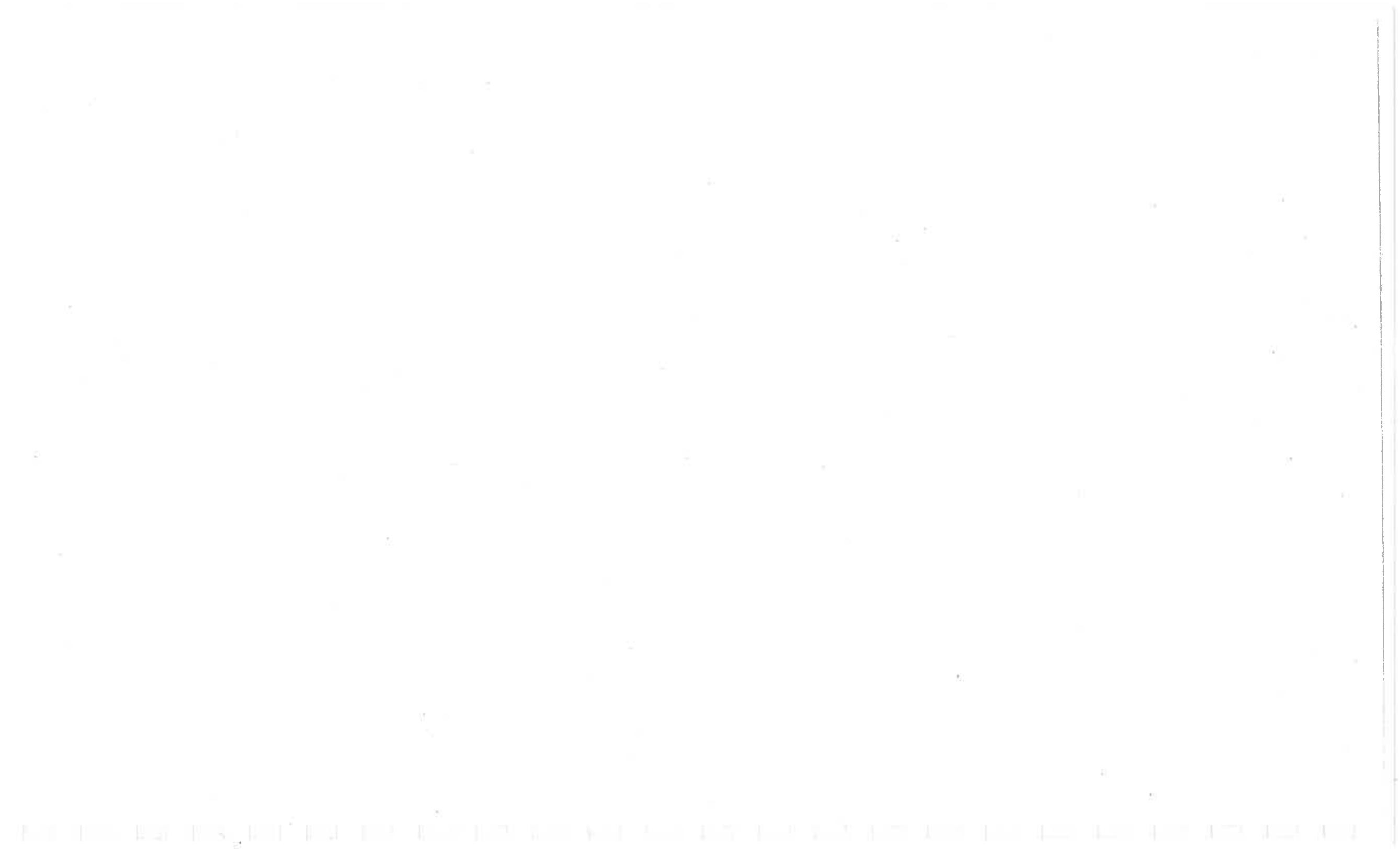
Bénéficiaire	Montant
Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal, Le (RAPSIM)	1 000,00 \$
Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec (RCJEQ)	1 500,00 \$
Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (RIAPAS)	1 000,00 \$
Sa Majesté l'Immigrant Grec	500,00 \$
Sainte-Flore... Rendez-vous des peintres	2 000,00 \$
Saint-Lambert en fête	7 500,00 \$
Secours-Amitié (Estrie)	1 000,00 \$
Service des Loisirs de Maskinongé	1 000,00 \$
Services d'accompagnement bénévole et communautaires (S.A.B.E.C.)	1 000,00 \$
Show de la Rentrée Desjardins d'Acton Vale	500,00 \$
Soccer de Rue Montréal	1 000,00 \$
Société Alzheimer Rive-Sud	500,00 \$
Société canadienne de la sclérose en plaque (section Outaouais)	500,00 \$
Société canadienne de la sclérose en plaques (section Montérégie)	1 000,00 \$
Société d'agriculture de la Vallée de la Châteauguay (SAVC)	1 000,00 \$
Société d'Alzheimer Rive-Sud, La	650,00 \$
Société de mise en valeur de la Maison O'Neill et de son site	2 500,00 \$
Société d'histoire et de généalogie des Pays-d'en-Haut, La	1 500,00 \$
Société Parkinson de la Montérégie	500,00 \$
Studio Makusham	1 000,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	2 000,00 \$
Télévision d'ici (Côte-de-Beaupré), La	1 000,00 \$
Théâtre de la Ville (TDLV), Le	1 000,00 \$
Théâtre Paradoxe	500,00 \$
Tour cycliste de l'Abitibi inc., Le	1 500,00 \$
Tournoi national de hockey Pee-wee Anjou	1 000,00 \$
Traverse du lac Témiscouata	5 000,00 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 20

Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Bénéficiaire	Montant
Traversée (Rive-Sud); La	1 500,00 \$
Trifort de Chambly, Le	100,00 \$
Troupe des Bons Vivants de Lac-Édouard	1 000,00 \$
Un Don Musical	500,00 \$
Vent dans les Arts, Le	1 000,00 \$
Vie autonome-Montréal	500,00 \$
Village sur glace de Roberval	500,00 \$
Ville de Chandler	1 000,00 \$
Ville de Louiseville	1 000,00 \$
Ville de Macamic	5 000,00 \$
Ville de Magog 2016	1 000,00 \$
Ville de Mercier	5 000,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	1 000,00 \$
Total	382 400,00 \$



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

En date du 29 février 2016, aucune personne n'est rémunérée par le Ministère sans occuper un poste.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2016-2017; c) par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 24

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucune personne rémunérée par le Ministère n'est affectée à d'autres organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Quantité	Coût total
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	4	335,80 \$
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	4	479,80 \$
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	4	571,80 \$
Actualité juridique municipale - bulletin	6	3 426,00 \$
Cedrom-SNI - abonnement au service Eureka.ca	1	6 214,00 \$
Citation - Droit du travail	1	2 474,44 \$
Code civil du Québec	1	70,00 \$
Code civil du Québec annoté	2	191,90 \$
Code civil du Québec annoté	2	207,90 \$
Code civil du Québec annoté	1	140,95 \$
Code civil du Québec annoté	1	180,95 \$
Code des municipalités, lois et annotations jurisprudentielles	1	911,00 \$
Code des municipalités, lois et annotations jurisprudentielles	2	1 992,00 \$
Code des municipalités, lois et annotations jurisprudentielles	1	1 441,00 \$
Code des municipalités, lois et annotations jurisprudentielles	1	1 674,00 \$
Code des municipalités, lois principales et complémentaires	5	1 705,00 \$
Code municipal	4	312,00 \$
Code municipal	6	858,00 \$
Code municipal	2	300,00 \$
Code municipal et lois connexes	1	66,50 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Quantité	Coût total
Code municipal et lois connexes	14	980,00 \$
Code municipal et lois connexes	1	210,00 \$
Communautés métropolitaines et chartes municipales	5	3 500,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	1	399,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	26	10 842,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	3	1 497,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	11	5 687,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	2	1 448,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	1	741,00 \$
Études Inuit	1	400,00 \$
Journal de Lévis	1	130,00 \$
Journal de Québec	1	171,60 \$
Journal de Québec	1	246,96 \$
Journal de Québec	1	343,20 \$
Journal La Frontière	1	57,06 \$
Journal La Gatineau	1	60,00 \$
Journal La Presse	1	59,25 \$
Journal La Presse	3	616,20 \$
Journal La Sentinelle	1	41,66 \$
Journal La Tribune	1	201,76 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Quantité	Coût total
Journal La Tribune	1	227,76 \$
Journal Le Canada Français	1	51,48 \$
Journal Le Devoir	1	186,73 \$
Journal Le Devoir	1	560,21 \$
Journal Le Droit	1	235,85 \$
Journal Le Haut-Saint-François	1	43,40 \$
Journal Le Progrès Dimanche	1	79,95 \$
Journal Le Radar	1	108,72 \$
Journal Le Soleil	2	289,68 \$
Journal Le Soleil	3	558,48 \$
Journal Les Affaires	2	119,90 \$
Journal Les Affaires	1	77,95 \$
Journal Les Affaires	1	79,99 \$
L'Action Nationale	1	126,11 \$
Le Nouvelliste	1	225,16 \$
Le règlement municipal	3	990,00 \$
L'écho Abitibien	2	114,12 \$
L'écho de Frontenac	1	26,10 \$
Législation complémentaire au code municipal et à la Loi sur les cités et les villes	19	5 852,00 \$
Législation complémentaire au code municipal et à la Loi sur les cités et les villes	1	320,00 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Quantité	Coût total
Législation complémentaire au code municipal et à la Loi sur les cités et les villes	1	462,00 \$
Loi sur la fiscalité municipale annotée	5	294,75 \$
Loi sur la fiscalité municipale annotée	4	379,80 \$
Loi sur la fiscalité municipale annotée	4	523,80 \$
Loi sur la fiscalité municipale annotée	1	137,50 \$
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	15	809,25 \$
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	4	463,80 \$
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	14	1 749,30 \$
Loi sur les cités et villes	2	133,00 \$
Loi sur les cités et villes	1	70,00 \$
Loi sur les cités et villes	13	1 859,00 \$
Loi sur les cités et villes	1	150,00 \$
Loi sur les cités et villes	1	280,00 \$
Loi sur les cités et villes	5	465,00 \$
Loi sur les cités et villes et lois connexes	3	210,00 \$
Loi sur les élections et référendums et Loi sur l'organisation territoriale	2	160,00 \$
Lois municipales, volumes 1 et 2	7	714,00 \$
Magazine Vitalité Économique	1	38,93 \$
Relations du travail en milieu municipal	1	876,00 \$
Revue de droit	1	36,00 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Quantité	Coût total
Revue du Notariat	1	70,00 \$
Revue Kaléidoscope	1	150,00 \$
Revue Organisations et territoires	2	180,00 \$
Revue Quorum	2	104,00 \$
Revue Urba	1	58,00 \$
Stanstead Journal	1	39,14 \$
The Civil - 1 à 4 accès internet	1	120,00 \$
Total au 29 février 2016	267	71 991,59 \$



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 26

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Le Ministère n'a déboursé aucune somme de cette nature en 2015-2016.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Site Internet MAMOT http://www.mamot.gouv.qc.ca/	CSPQ		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	Continue	Rédaction; réécriture et révision de différents documents et pages du site Web du Ministère.
	CSPQ		1 200 \$ (hébergement)		
			0\$ (entretien et améliorations)		Moratoire - Stratégie d'optimisation du Web gouvernemental. Aucune demande d'amélioration du site en 2015-2016.
Intranet ministériel			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	Continue	
	CSPQ		(hébergement et entretien) ¹		

¹ Le CSPQ n'est pas en mesure d'identifier dans l'entente de base les coûts d'hébergement et d'entretien attribuables à ce projet.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Site Web Élections municipales www.electionsmunicipales.gouv.qc.ca	CSPQ		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne) (hébergement et entretien) ¹	Ponctuelle, en fonction des besoins	Aucune mise à jour. Le site est actualisé aux quatre ans dans le cadre des élections municipales.
Site Web Semaine de la municipalité www.semainedelamunicipalite.gouv.qc.ca	CSPQ		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne) (hébergement et entretien) ¹	Ponctuelle, en fonction des besoins	Mise à jour, selon les besoins.

¹ Les coûts d'hébergement de ce site sont inclus dans le coût d'hébergement du site Web du Ministère.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 27	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.				
Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Site Web Municipalité durable www.municipalitedurable.gouv.qc.ca/	CSPQ		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne) (hébergement et entretien) ¹	Ponctuelle, en fonction des besoins	Mise à jour, selon les besoins.
Site Web du Secrétariat à la région métropolitaine www.metropole.gouv.qc.ca/	CSPQ		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne) (hébergement et entretien) ²	Continuëlle	Les seuls coûts pour le maintien du site concernent l'hébergement qui est assuré par le CSPQ (600 \$ assumés par le ministère du Conseil exécutif). Le site du SRM a été créé en mai 2013 par des ressources internes de la Direction des communications du MCE. Ce site a été intégré au MAMOT à la suite des élections provinciales de 2014. Le site est entretenu par le MCE.
PGAMR www.portailmunicipal.gouv.qc.ca	Ciao Technologies CGI CSPQ		20 325 \$ ³ (mise à jour et entretien réalisés en partie à l'interne) (hébergement) ⁴	Ponctuelle	Mise à jour, selon les besoins. En 2015-2016, le MAMOT a procédé à la modernisation de l'environnement technologique du service de transfert de fichiers sécurisés afin d'éliminer la complexité actuelle de la configuration JAVA des postes de travail de la clientèle.

¹ Les coûts d'hébergement de ce site sont inclus dans le coût d'hébergement du site Web du Ministère.

² Les crédits sont assumés par le ministère du Conseil exécutif (600 \$).

³ Information disponible au 19 février 2016

⁴ Le CSPQ n'est pas en mesure d'identifier dans l'entente de base les coûts d'hébergement et d'entretien attribuables à ce projet.

**Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux**

Demande n° 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Site	Description
www.electionsmunicipales.gouv.qc.ca	<p>Les objectifs de ce site, mis en ligne en février 2005 et conçu par la Direction des communications du Ministère, étaient de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettre en valeur le rôle de la municipalité dans la vie de tous les jours; • y intéresser le citoyen et susciter sa participation au vote; • susciter les candidatures de citoyens et de citoyennes et plus particulièrement de femmes, de jeunes et de membres des communautés culturelles aux élections; • mettre en valeur le rôle de l'élu municipal et sa contribution essentielle à la société; • mettre en valeur l'événement historique que constituent les élections 2005, moment charnière en politique municipale québécoise, puisque les élections municipales ont eu lieu pour la première fois en même temps dans toutes les municipalités québécoises. <p>Pour les élections municipales 2009, le site a été revu par la Direction des communications du Ministère : nouveau concept visuel, réorganisation de la structure d'information et mise à jour du contenu.</p> <p>Au début de 2013, le site a été entièrement revu (concept graphique et structure d'information) pour tenir compte des élections municipales en novembre 2013.</p>
www.semainedelamunicipalite.gouv.qc.ca	<p>Ce site, conçu dans le but de promouvoir la Semaine de la municipalité auprès des citoyens et des municipalités, vise à mettre de l'avant les actions et les valeurs qui caractérisent les communautés du Québec et également à mieux faire connaître les nombreux services offerts par les municipalités. C'est pendant l'année 2009-2010 que ce site a vu le jour. Lors des années antérieures, l'information concernant la Semaine de la municipalité se trouvait directement dans le site Web ministériel (concept visuel et contenu).</p>

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Site	Description
www.municipalitedurable.gouv.qc.ca	<p>Mis en ligne en 2013, le site Web Municipalité durable constitue une plateforme visant à informer les organismes municipaux de la marche à suivre pour entreprendre des démarches intégrées de développement durable. Le site leur propose un éventail d'outils utiles à l'élaboration et à la mise en œuvre de pratiques durables.</p> <p>Le site Web représente donc un « élément accélérateur » favorisant la mise en place de démarches intégrées de développement durable en milieu municipal et régional, et ce, au bénéfice des communautés d'aujourd'hui et de demain.</p>

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Demande n° 27

Site	Description
<p>PGAMR www.portailmunicipal.gouv.qc.ca</p>	<p>Le Portail gouvernemental des affaires municipales et régionales (PGAMR) est un portail offrant une porte d'accès sécuritaire aux services électroniques transactionnels entre les organismes municipaux et les ministères et organismes du gouvernement du Québec. Il utilise les services d'authentification de clicSÉCUR Entreprise pour garantir la sécurité des transactions.</p> <p>Vingt-deux prestations électroniques de services (PÉS) sont actuellement disponibles via le PGAMR.</p> <ul style="list-style-type: none"> • SESAMM : système électronique de saisie de données financières des municipalités) - 3 PÉS; • Indicateurs : suivi des indicateurs de gestion municipaux; • STEFE : système de transmission électronique financement et d'emprunt (financement permanent des municipalités) – 2 PÉS; • SOMAE : système de suivi des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux; • Territoires : système d'information et de gestion de l'aménagement et développement du territoire; • Espace partage : lieu de publication des initiatives en acquisition et en production de données géomatiques; • GDT : système de transmission des permis municipaux de construction et de rénovation - 2 PÉS; • Compens@tions : programme de compensations tenant lieu de taxes; • Pacte Rural : reddition de compte dans le cadre du Pacte Rural, Laboratoires ruraux et produits de spécialité - 2 PES; • FCCQ : présentation d'un projet dans le cadre du Fonds Chantier Canada-Québec; • PIQM et PIQM-Conduites : présentation d'un projet dans le cadre du programme Infrastructures Québec-Municipalités; • TECQ et TECQ 2014 : reddition de compte dans le cadre du programme des Taxes sur l'Essence Canada-Québec; • PRECO : saisie des demandes financières pour le programme de renouvellement des conduites d'eau potable et eaux usées; • GESV : gestion environnementale des sels de voirie; • PRIMEAU : programme d'infrastructure municipale d'eau; • FPC : Fonds des petites collectivités – renouvellement des conduites, sous volet 1,1. <p>Dix-neuf PÉS sont sous la responsabilité du MAMOT alors que GDT est sous la responsabilité de la Régie du bâtiment et GESV du ministère des Transports du Québec.</p> <p>Le PGAMR offre également quatre transferts de fichiers sécurisés pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les demandes au Fonds municipal Vert; • les déclarations à la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable; • le transfert des certificats de l'évaluateur; • les demandes d'autorisations du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et mesures de surveillance.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 28

Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.

Veillez référer à la réponse de la question numéro 7.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 29

Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Veillez référer à la réponse de la question générale n° 2 pour les voyages faits en avion.

Se référer également aux informations fournies sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17) : voir annexes.

http://www.mamot.gouv.qc.ca/pub/ministere/acces_information/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur_aout_2015.pdf (annexe 1 pour le 1^{er} trimestre)

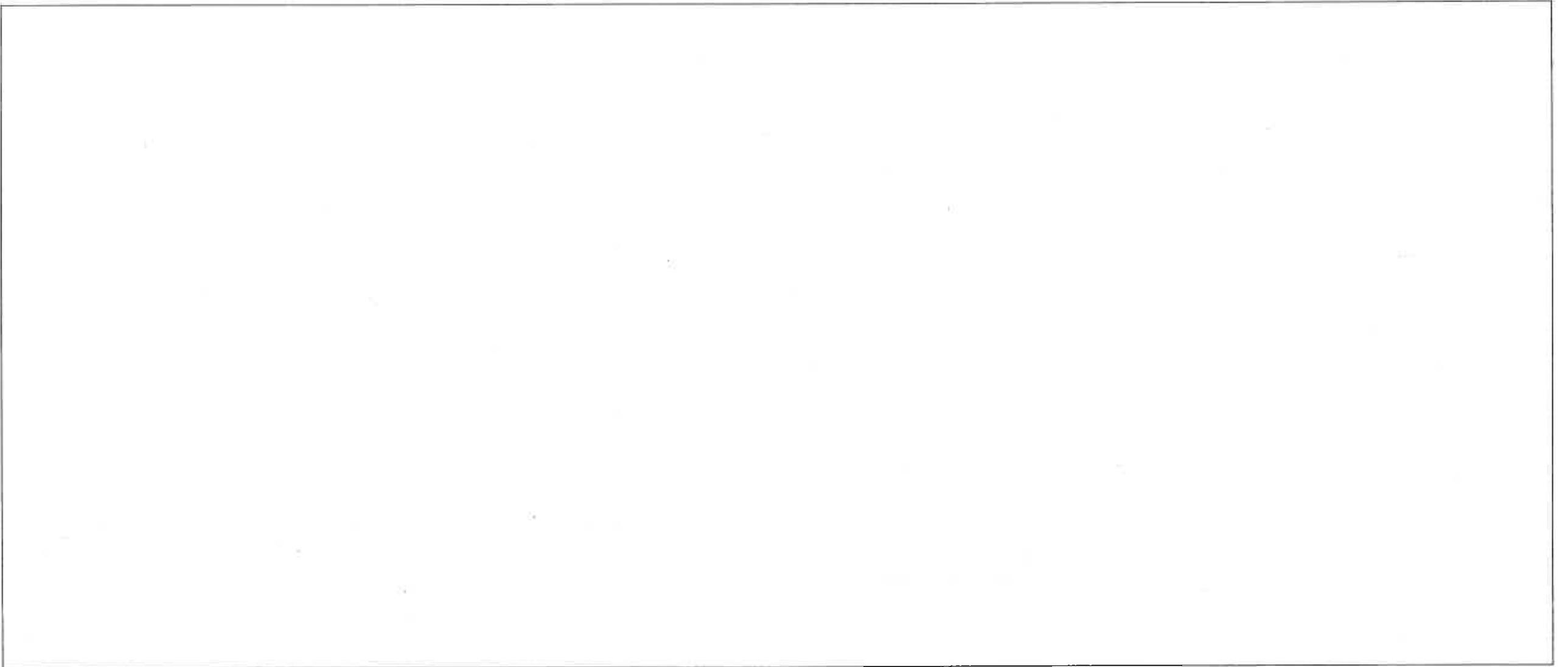
http://www.mamot.gouv.qc.ca/pub/ministere/acces_information/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur_septembre_2015.pdf (annexe 2 pour le 2^e trimestre)

http://www.mamot.gouv.qc.ca/pub/ministere/acces_information/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur_decembre_2015.pdf (annexe 3 pour le 3^e trimestre)

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 29

Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.



Frais de déplacement au Québec du ministre et des titulaires d'un emploi supérieur

Paragraphe 17° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

Exercice financier : 2015-2016

Trimestre : Avril à juin 2015

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Moreau, Pierre	Ministre	Préfets Abitibi	7 avril 2015	Rouyn-Noranda	828,28 \$					
Moreau, Pierre	Ministre	Préfets Bas-St-Laurent	4 mai 2015	Rivière-du-Loup			129,54 \$			
Moreau, Pierre	Ministre	Préfets Côte-Nord - Annonce insularité IdM	14 et 15 mai 2015	Sept-Îles / Îles-de-la-Madeleine	2 753,61 \$		137,00 \$			
Moreau, Pierre	Ministre	Annonce aide financière	15 juin 2015	Saint-Félicien			102,95 \$			
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint aux projets spéciaux et à la gouvernance des TI	Rencontre de travail - Reconstruction et relance de la ville de Lac-Mégantic	21 avril 2015	Lac-Mégantic	180,60 \$			36,00 \$		
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint aux projets spéciaux et à la gouvernance des TI	Participation - Étude des crédits	22 avril 2015	Québec	10,75 \$				4,85 \$	Stationnement
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint aux projets spéciaux et à la gouvernance des TI	Participation - Étude des crédits	23 avril 2015	Québec	10,75 \$				5,50 \$	Stationnement
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint aux projets spéciaux et à la gouvernance des TI	Rencontre de travail - Reconstruction et relance de la ville de Lac-Mégantic	28 avril 2015	Lac-Mégantic	180,60 \$			52,30 \$		
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint aux projets spéciaux et à la gouvernance des TI	Rencontre de travail - Reconstruction et relance de la ville de Lac-Mégantic	12 mai 2015	Lac-Mégantic	180,60 \$			36,00 \$		
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint aux projets spéciaux et à la gouvernance des TI	Rencontre de travail - Reconstruction et relance de la ville de Lac-Mégantic	15 mai 2015	Québec	10,75 \$				6,00 \$	Stationnement

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint aux projets spéciaux et à la gouvernance des TI	Rencontre de travail - Reconstruction et relance de la ville de Lac-Mégantic	29 mai 2015	Québec	10,75 \$				9,00 \$	Stationnement
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint aux projets spéciaux et à la gouvernance des TI	Rencontre de travail - Reconstruction et relance de la ville de Lac-Mégantic	9 juin 2015	Lac-Mégantic	225,96 \$			20,80 \$		
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint aux projets spéciaux et à la gouvernance des TI	Rencontre de travail - Reconstruction et relance de la ville de Lac-Mégantic	30 juin 2015	Lac-Mégantic	216,60 \$			36,00 \$		
Boucher, Sylvain	Sous-ministre	Négociation du Pacte fiscal	26 et 27 avril 2015	Montréal	198,66 \$		129,38 \$	36,00 \$	5,85 \$ 22,00 \$	Indemnité forfaitaire Stationnement
Boucher, Sylvain	Sous-ministre	Négociation du Pacte fiscal	8 juin 2015	Montréal	169,22 \$			20,80 \$		
Boucher, Sylvain	Sous-ministre	Négociation du Pacte fiscal	29 juin 2015	Montréal	139,37 \$			20,80 \$		
Guay, Frédéric	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Étude des crédits	22 avril 2015	Québec	14,00 \$			21,41 \$		
Guay, Frédéric	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Étude des crédits	23 avril 2015	Québec	14,00 \$			38,43 \$		
Guay, Frédéric	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Comité directeur du Plan Nord	20 mai 2015	Québec	7,00 \$					
Guay, Frédéric	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Rencontre ministre - Annonce PRIMEAU	20 mai 2015	Québec	7,00 \$					
Landry, Linda	Sous-ministre adjointe aux territoires	Sommet économique régional de Saguenay-Lac-Saint-Jean	18 juin 2015	Alma	77,20 \$		112,00 \$	82,80 \$	5,85 \$	Indemnité forfaitaire
Lavallée, André	Sous-ministre associé au secrétariat à la région métropolitaine	Étude des crédits 2015-2016	21 au 23 avril 2015	Québec	180,20 \$		218,36 \$	92,50 \$	11,70 \$	Indemnité forfaitaire
Lavallée, André	Sous-ministre associé au secrétariat à la région métropolitaine	Comité de transition de la CRÉ de Laval	25 mai 2015	Laval	20,64 \$					Covoiturage
Lavallée, André	Sous-ministre associé au secrétariat à la région métropolitaine	Comité de transition de la CRÉ de Laval	4 juin 2015	Laval	15,91 \$					
Lavallée, André	Sous-ministre associé au secrétariat à la région métropolitaine	Comité de transition de la CRÉ de Longueuil	5 juin 2015	Longueuil	8,60 \$					Covoiturage

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Rencontre de travail avec le cabinet à Montréal	13 avril 2015	Montréal	161,50 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Rencontre de travail avec la MRC Domaine-du-Roy en lien avec la révision de son schéma d'aménagement	12 mai 2015	Roberval	93,60 \$	135,00 \$			5,85 \$	Indemnité forfaitaire
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Assises annuelles de l'UMQ + réunion de travail avec Ville de Montréal	21 au 23 mai 2015	Montréal	180,20 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Rencontre de travail avec la Direction des Affaires métropolitaines à Montréal le 4 mai	3 mai 2015	Montréal	180,20 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Rencontre politique sur un pacte fiscal pluriannuel	8 juin 2015	Montréal	180,20 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Rencontre technique sur un pacte fiscal pluriannuel	23 juin 2015	Montréal	180,20 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Rencontre de travail avec cabinet + rencontre avec Vivre en ville	29 juin 2015	Montréal	180,20 \$					

Information complémentaire

Frais de déplacement au Québec du ministre et des titulaires d'un emploi supérieur

Paragraphe 17° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

Exercice financier : 2015-2016

Trimestre : Juillet à septembre

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Moreau, Pierre	Ministre	Annonce Coop Géoparc Gaspé Rencontre avec la mairesse suppléante de Percé et le préfet suppléant de la MRC du Rocher Percé	4 septembre 2015	Gaspé, Percé	445,09 \$					
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint aux projets spéciaux et à la gouvernance des TI	Rencontre de travail - Reconstruction et relance de la Ville de Lac-Mégantic	9 septembre 2015	Lac-Mégantic	180,60 \$			36,00 \$		
Boucher, Sylvain	Sous-ministre	Rencontre de travail - Accord de partenariat avec les municipalités	4 septembre 2015	Montréal	198,66 \$				14,00 \$	Stationnement
Boucher, Sylvain	Sous-ministre	Rencontre de travail - Secrétariat à la région métropolitaine	21 septembre 2015	Montréal	204,66 \$			20,80 \$	11,50 \$	Stationnement
Guay, Frédéric	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Rencontre de travail et Congrès de la Fédération québécoise des municipalités	24 septembre 2015	Québec				27,68 \$		
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Rencontre de travail - Accord de partenariat avec les municipalités	4 septembre 2015	Montréal	207,18 \$					

Information complémentaire

Paragraphe 17° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

Exercice financier : 2015-2016

Trimestre : Octobre à décembre

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Moreau, Pierre	Ministre	Conseil des ministres spécial	5 octobre 2015	Québec	270,33 \$					
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint aux projets spéciaux et à la gouvernance des TI	Rencontre de travail - Reconstruction et relance de la ville de Lac-Mégantic	23 octobre 2015	Lac-Mégantic	180,60 \$			15,20 \$		
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint aux projets spéciaux et à la gouvernance des TI	Rencontre de travail - Comité clientèle des ministères sur les services partagés	29 octobre 2015	Québec	10,75 \$				8,64 \$	Stationnement
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint aux projets spéciaux et à la gouvernance des TI	Rencontre de travail - Reconstruction et relance de la ville de Lac-Mégantic	24 novembre 2015	Lac-Mégantic	225,96 \$			52,30 \$		
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint aux projets spéciaux et à la gouvernance des TI	Tournée des directions régionales accompagné	14 et 15 décembre 2015	Thetford Mines, Victoriaville, Trois-Rivières et Longueuil	160,97 \$	5,85 \$	106,93 \$	123,96 \$	10,00 \$	Stationnement
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint aux projets spéciaux et à la gouvernance des TI	Rencontre de travail - Stratégie maritime	17 décembre 2015	Québec					11,68 \$	Stationnement
Boucher, Sylvain	Sous-ministre	Rencontre de travail - Secrétariat à la région métropolitaine	16 octobre 2015	Montréal	184,90 \$			20,80 \$	14,00 \$	Stationnement
Boucher, Sylvain	Sous-ministre	Rencontre de travail - Secrétariat à la région métropolitaine	22 octobre 2015	Montréal	190,90 \$	5,85 \$	195,16 \$	67,50 \$	11,50 \$	Stationnement
Boucher, Sylvain	Sous-ministre	Rencontre de travail - Secrétariat à la région métropolitaine	20 novembre 2015	Montréal	190,90 \$			20,80 \$	11,50 \$	Stationnement
Boucher, Sylvain	Sous-ministre	Rencontre du caucus des grandes villes de l'UMQ et accueil des réfugiés syriens	22 novembre 2015	Montréal	184,90 \$			49,99 \$		

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Boucher, Sylvain	Sous-ministre	Rencontre de travail - Secrétariat à la région métropolitaine	6 décembre 2015	Montréal	185,74 \$	5,85 \$	119,57 \$	15,20 \$	11,50 \$	Stationnement
Guay, Frédéric	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Rencontre avec le ministre à l'Assemblée nationale	1er octobre 2015	Québec				22,10 \$		
Guay, Frédéric	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Rencontre avec le ministre à l'Assemblée nationale	7 octobre 2015	Québec					5,84 \$	Stationnement
Guay, Frédéric	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Rencontre avec un attaché politique à l'Assemblée nationale	8 octobre 2015	Québec				16,66 \$		
Guay, Frédéric	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Entrevue pour combler un poste de directeur à Montréal	21 octobre 2015	Montréal	99,86 \$			67,50 \$		
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Rencontre de travail avec le cabinet et les partenaires	23 octobre 2015	Montréal	103,60 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Rencontre de travail avec les partenaires	2 novembre 2015	Montréal	207,18 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Rencontre de travail	20 novembre 2015	Montréal	103,60 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Rencontre de travail	14 décembre 2015	Montréal	207,18 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Rencontre de travail	23 décembre 2015	Montréal	207,18 \$					

Information complémentaire

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 30

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **rapport annuel 2015-2016** des ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 31

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 : a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e) l'objet; f) les dates.

Veillez référer aux réponses des questions 1 et 2.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 32

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 33

La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 34

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 35

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 36

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 37

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Programme	Remboursements 2015-2016 obtenus au 29 février 2016 en contrepartie des :	
	Subventions versées	Frais de gestion des programmes
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR)	3 299 841 \$	0 \$
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS)	37 218 175 \$	0 \$
Fonds Chantiers Canada-Québec volet Collectivités et Grandes Villes (FCCQ - VCGV)	8 291 689 \$	928 260 \$
Fonds Chantiers Canada-Québec volet Grands projets (FCCQ - GP)	53 031 501 \$	0 \$
Fonds Chantiers Canada-Québec Programme de recherche appliquée dans le domaine des infrastructures municipales (PRADIM)	132 739 \$	0 \$
Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec - Fonds des petites collectivités (NFCCQ - FPC)	0 \$	0 \$
Taxe fédérale d'accise sur l'essence (TECQ) 2014-2018 ¹	363 673 450 \$	0 \$

¹ La contribution fédérale attribuée par la SOFIL au MAMOT selon l'entente signée le 23 juin 2014 correspond à 1 891,2 M\$. Le remboursement annuel indiqué correspond à 19,23 % de cette somme.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

RG #37
Annexe

FONDS SUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE RURALE

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Exercice 2015-2016			
2015-04-01	1 425 011 \$		
2015-10-27	1 160 913 \$		
2015-11-16	713 917 \$		
Total 2015-2016	3 299 841 \$	Total 2015-2016	0 \$

FONDS CANADIENS SUR L'INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Exercice 2015-2016			
2015-04-23	9 881 938 \$		
2015-04-23	9 648 699 \$		
2015-04-23	2 864 754 \$		
2015-04-23	14 822 784 \$		
Total 2015-2016	37 218 175 \$	Total 2015-2016	0 \$

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC VCGV

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Exercice 2015-2016			
2015-11-02	28 499 \$	2015-12-04	928 260 \$
2015-12-02	689 175 \$		
2015-12-02	1 679 458 \$		
2015-12-07	241 789 \$		
2015-02-29	5 652 768 \$		
Total 2015-2016	8 291 689 \$	Total 2015-2016	928 260 \$

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC GP

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Exercice 2015-2016			
2015-08-18	1 403 221 \$		
2015-08-18	10 347 964 \$		
2015-08-18	2 171 675 \$		
2015-08-18	751 785 \$		
2015-08-18	3 339 894 \$		
2015-09-30	1 534 369 \$		
2015-12-03	710 872 \$		
2016-01-06	482 715 \$		
2016-01-06	1 632 542 \$		
2016-01-06	762 193 \$		
2016-01-06	1 263 457 \$		
2016-01-22	334 475 \$		
2016-01-29	11 116 310 \$		
2015-08-18	5 689 534 \$		
2015-09-28	1 823 184 \$		
2015-12-15	2 606 868 \$		
2015-12-24	484 667 \$		
2016-01-22	469 657 \$		
2016-01-27	1 603 804 \$		
2016-01-29	4 502 318 \$		
Total 2015-2016	53 031 501 \$	Total 2015-2016	0 \$

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC PRADIM

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Exercice 2015-2016			
2015-09-22	37 353 \$		
2016-01-05	95 386 \$		
Total 2015-2016	132 739 \$	Total 2015-2016	0 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

RG #37
Annexe

NOUVEAU FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC FPC	
MONTANT	MONTANT FRAIS
DATE DE DÉPÔT	DATE DE DÉPÔT DE GESTION
Exercice 2015-2016	

Total 2015-2016 0 \$

Total 2015-2016 0 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 38

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Le montant total des primes au rendement et des bonis payés en 2015-2016 s'élève à 116 811,83 \$ pour les professionnels et les fonctionnaires non syndiqués. Il n'y a aucune prime pour les cadres.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 39

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Une allocation de transition de 40 761 \$ a été versée en vertu des *Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein.*

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 40

Pour **chaque** ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année **financière** 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 41

Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

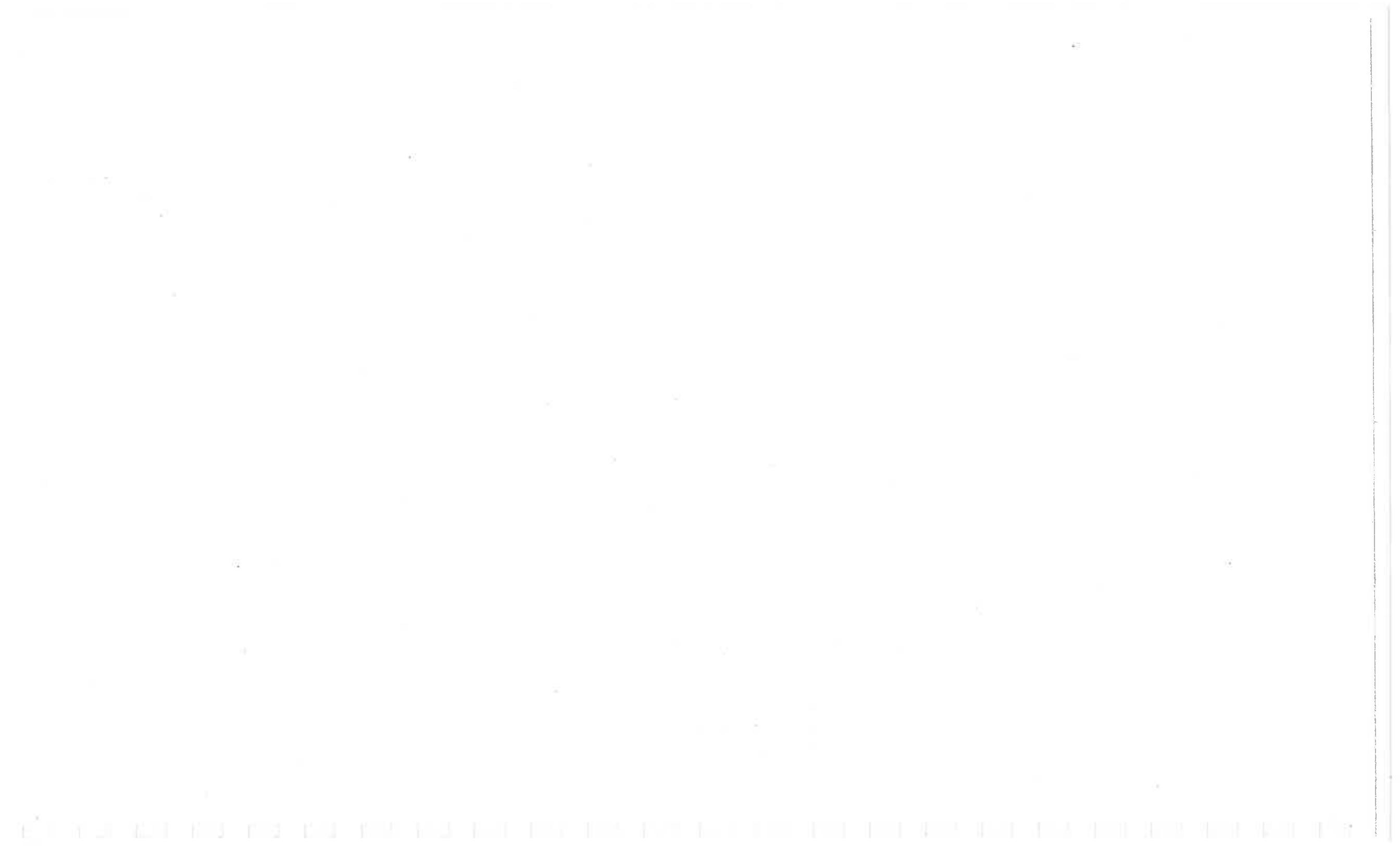


Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 42

Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels ? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 43

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

Référez également à la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle numéro 47 : « Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints ».



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 44

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 45

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministérielles existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun des programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 46

Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 47

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 48

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016 seulement.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 49

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016 seulement.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 50

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes..

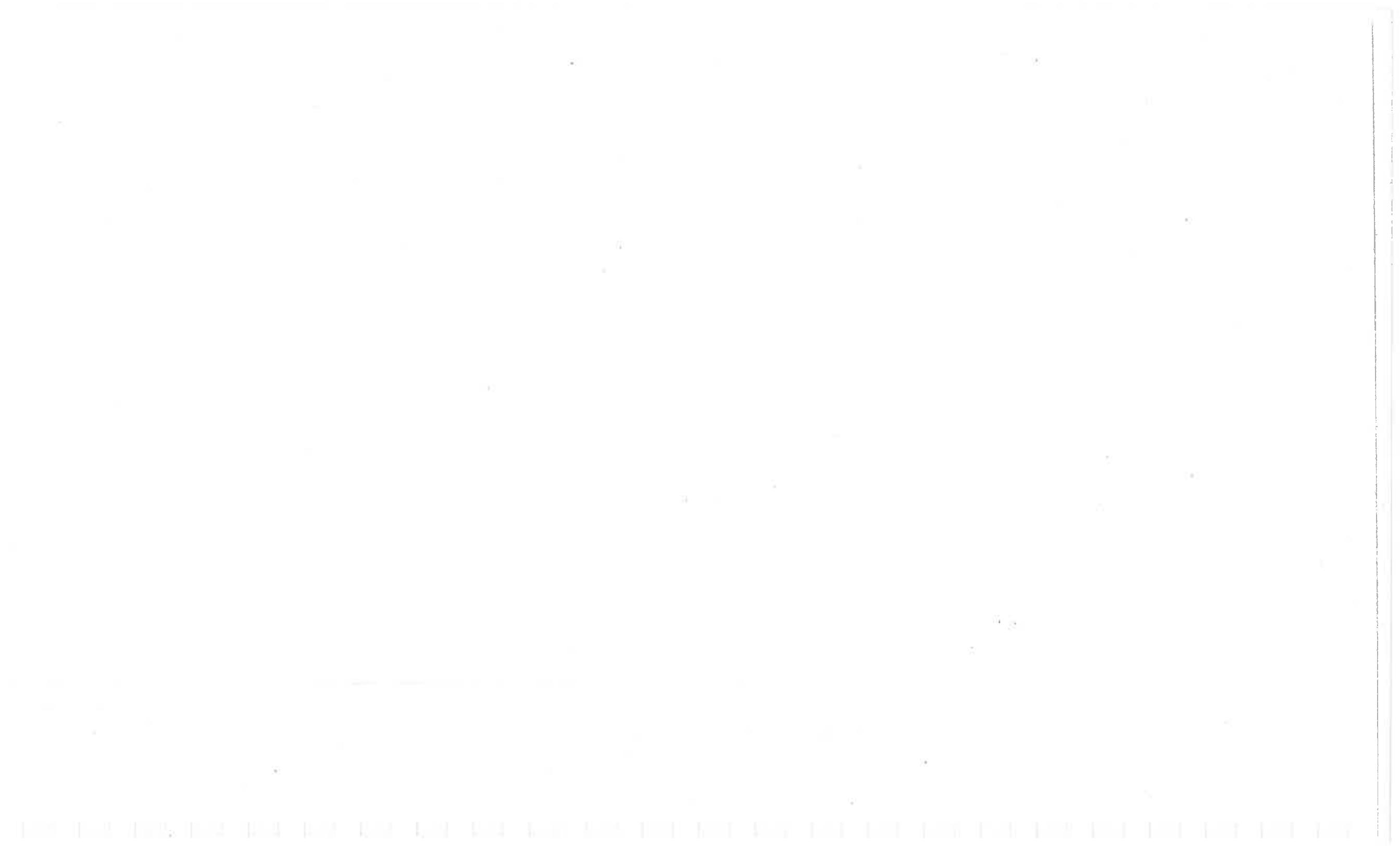


Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 51

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 52

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 53

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 54

Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

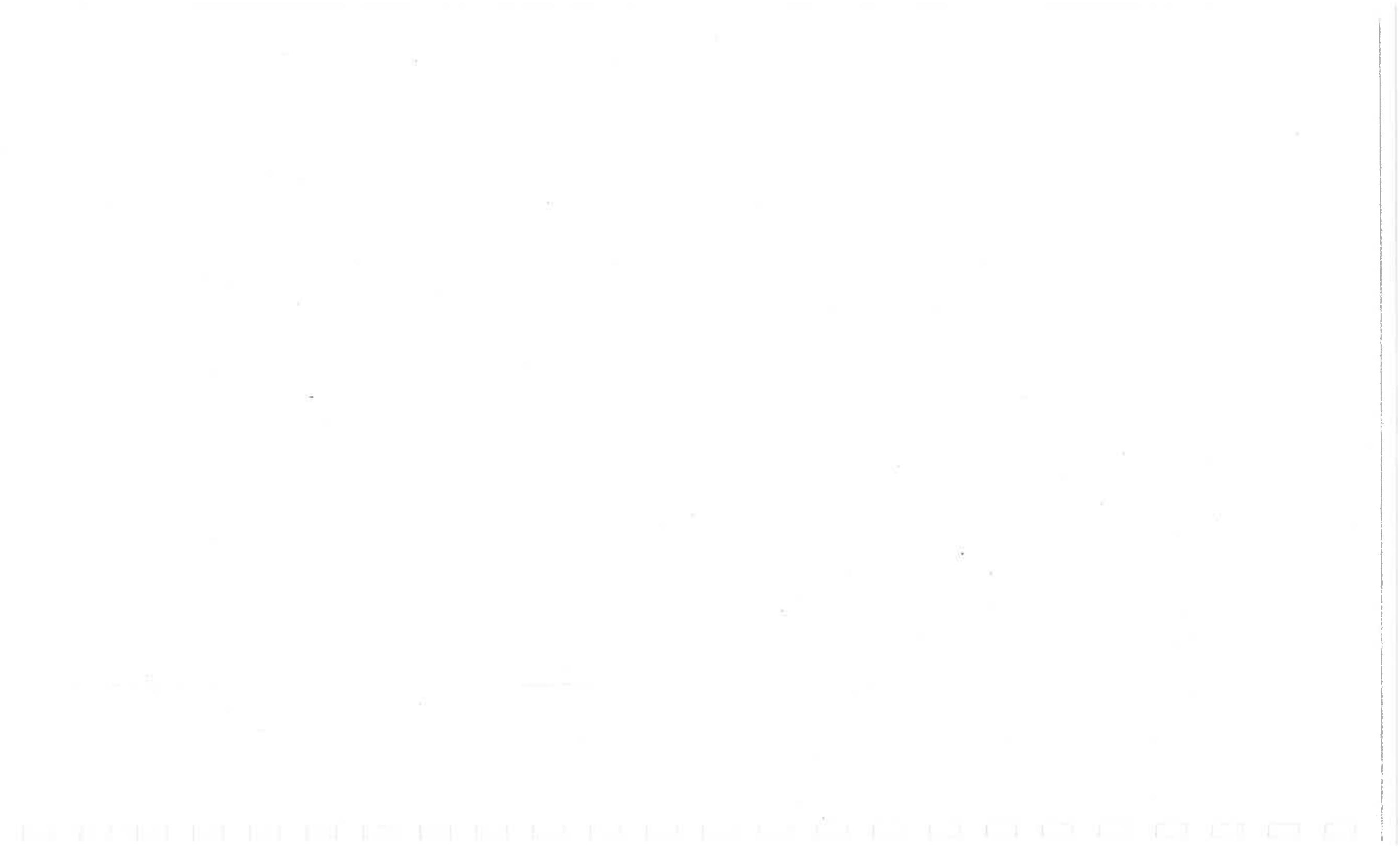


Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 55

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir. Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 56

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Programmation annuelle des ressources informationnelles (PARI) pour 2015-2016 :

- Opération : 14 122 000 \$
- Capital : 10 431 800 \$

Les informations sur les grands dossiers en cours sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

Pour le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques, veuillez vous référer à la réponse de la question n° 11.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 57

a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale. b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) Aucune indemnité n'est versée lors du départ à la retraite.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 58

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organisme de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme

La réponse à cette question se retrouve aux demandes de renseignements généraux n° 15 c) et 15 f).



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 59

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 60

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 61

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.



Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Demande n° 62

Cotisations professionnelles - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Quantité	Coût total
Exercice financier 2015-2016		
American Water Works Association (AWWA)	1	121,67 \$
American Water Works Association (AWWA)	1	250,16 \$
Association de géomatique municipale du Québec	1	1 800,00 \$
Association de géomatique municipale du Québec	1	155,00 \$
Association de géomatique municipale du Québec	1	2 010,00 \$
Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec (ARGP)	1	150,00 \$
Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)	1	220,00 \$
Barreau du Québec	1	1 866,56 \$
Barreau du Québec	1	2 141,99 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	1	770,00 \$
Comptables professionnels agréés du Canada	1	125,00 \$
Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme (GRAEP)	1	200,00 \$
Institut canadien des actuaires	1	1 255,00 \$
Institut de la gestion financière de Québec	1	320,00 \$
Institut des auditeurs internes - section de Québec	1	149,00 \$
Institut des auditeurs internes - section de Québec	1	125,00 \$
Réseau Action TI Montréal	1	200,00 \$
Réseau Environnement inc.	1	505,00 \$
The International Water Association (IWA)	1	138,25 \$
The International Water Association (IWA)	1	144,00 \$
Total 2015-2016	20	12 646,63 \$

